

COMMUNE DE DEGRE  
ARRETE N° 24/2024 du 04/11/2024

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE  
ARRETE N° 25/6966 du 20 AOUT 2025

Envoyé en préfecture le 04/11/2024

Reçu en préfecture le 04/11/2024

Publié le

ID : 072-217201136-20241104-04102024ARR024-AR

Berger  
Leclercq

**Objet :** Réglementation de la circulation à l'intersection formée par la Route Départementale (RD) n° 28 et Chemin Rural (CR) « les Aunais » - Hors agglomération, commune de Degré

LE MAIRE DE DEGRE,  
LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2213-1 et L 3221-4,  
VU le code de la route, et notamment ses articles R 411-7, R 415-8, R 411-25 et R 415-6,  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
VU l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,  
VU l'arrêté n° 24-5170 du 2 septembre 2024 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil départemental à Madame Marie SAJOUS, Directrice générale adjointe des Routes et des Mobilités,

CONSIDERANT que les intersections présentes sur la section de la RD 28 située entre Bernay-Neuvy-en-Champagne et la RD 357 sont traitées soit par des cédez-le-passage, soit par des STOP avec priorité aux usagers de la RD 28,

CONSIDERANT qu'il convient de traiter de manière homogène les régimes de priorité des intersections d'une portion de voie pour éviter de surprendre l'usager,

CONSIDERANT que pour assurer la sécurité des usagers des voies publiques au carrefour formé par la RD 28 et le CR « les Aunais », il y a lieu de modifier le régime de priorité à droite existant à cet endroit par un régime « STOP » pour indiquer un arrêt sur la voie secondaire,

Sur proposition du Président du Département de la Sarthe,

#### ARRÊTENT :

##### ARTICLE 1 -

Les usagers circulant sur le CR « les Aunais » (PR 3+475), hors agglomération, commune de Degré, abordant le carrefour formé avec la RD 28 doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux usagers circulant sur la RD 28 avant de s'engager sur cette route et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

##### ARTICLE 2 -

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent toutes dispositions contraires prises antérieurement.

##### ARTICLE 3 -

La fourniture et la pose des signalisations verticale et horizontale afférentes seront à la charge du Conseil départemental de la Sarthe.

L'entretien et le remplacement des signaux de position (AB4) seront à la charge du gestionnaire de la voie prioritaire soit le Département de la Sarthe.

L'entretien des signaux avancés (AB5) sera à la charge du gestionnaire de la voie sur laquelle ils seront implantés soit la Commune de Degré et le remplacement sera à la charge du gestionnaire de la voie prioritaire soit le Département de la Sarthe.

L'entretien de la signalisation horizontale (marquage) sera pris en charge par le Département de la Sarthe sauf en cas de renouvellement de la couche de roulement de la voirie communale.

##### ARTICLE 4 -

Le Directeur général des Services du Département, le Maire de Degré et le Commandant du groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Sarthe [www.sarthe.fr](http://www.sarthe.fr), et dont une ampliation sera adressée au Directeur du service départemental d'Incendie et de Secours ainsi qu'au Directeur général adjoint des Solidarités et au Responsable du service Transports de la Région des Pays de la Loire en Sarthe.

##### ARTICLE 5 -

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter des mesures de publicité afférentes et au jour de la mise en place effective de la signalisation.

LE MAIRE DE DEGRE  
  
Jean-Paul BLOT  


Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,  
La Directrice générale adjointe des Routes et des Mobilités,

  
Marie SAJOUS

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception au contrôle de légalité le :  
et de sa publication ou notification le : 20 AOUT 2025